

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Drummondville

Code géographique : 49058

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Benoit Carignan, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier

de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-05-23 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Drummondville

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Drummondville, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Drummondville au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Drummondville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A108652

Sherbrooke

DATE 2014-05-23

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	72 392 209	73 973 348			73 973 348	69 654 376
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 664 761	3 589 804			3 589 804	3 611 723
Quotes-parts	3						
Transferts	4	7 100 532	8 259 271			8 259 271	8 113 076
Services rendus	5	3 101 202	3 517 521			3 517 521	3 268 186
Imposition de droits	6	1 970 150	4 339 344			4 339 344	4 626 725
Amendes et pénalités	7	1 600 000	1 983 076			1 983 076	1 651 775
Intérêts	8	351 000	455 183			455 183	604 205
Autres revenus	9	250 000	2 958 679			2 958 679	726 251
	10	90 429 854	99 076 226			99 076 226	92 256 317
Investissement							
Taxes	11		152 508			152 508	362 168
Quotes-parts	12						
Transferts	13	14 193 816	(7 793 318)			(7 793 318)	4 171 182
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		184 789			184 789	2 425 931
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	14 193 816	(7 456 021)			(7 456 021)	6 959 281
	18	104 623 670	91 620 205			91 620 205	99 215 598
Charges							
Administration générale	19	9 973 753	9 951 418	440 987		10 392 405	9 422 520
Sécurité publique	20	15 419 845	15 225 466	479 817		15 705 283	15 047 382
Transport	21	13 455 510	13 591 787	5 555 072		19 146 859	17 851 038
Hygiène du milieu	22	15 027 609	15 927 911	5 205 371		21 133 282	18 874 032
Santé et bien-être	23	215 000	245 505			245 505	236 280
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 367 451	6 284 207	569 663		6 853 870	4 008 545
Loisirs et culture	25	14 479 995	15 535 541	2 235 137		17 770 678	15 341 410
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	4 223 033	3 252 776			3 252 776	3 508 267
Amortissement des immobilisations	28	11 861 483	14 486 047	(14 486 047)			
	29	88 023 679	94 500 658			94 500 658	84 289 474
Excédent (déficit) de l'exercice	30	16 599 991	(2 880 453)			(2 880 453)	14 926 124

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 599 991	(2 880 453)	14 926 124
Moins: revenus d'investissement	2 (	14 193 816 ) (	(7 456 021)) (	6 959 281)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 406 175	4 575 568	7 966 843
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	11 861 483	14 486 047	12 698 273
Produit de cession	5	250 000	260 003	31 617
(Gain) perte sur cession	6	(250 000)	889 479	(31 617)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	11 861 483	15 635 529	12 698 273
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		238 292	166 052
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		238 292	166 052
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12		156 413	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		308 948	53 459
	15		465 361	53 459
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		741 515	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	11 347 804 ) (	13 007 700 ) (	10 150 422)
	18	(11 347 804)	(12 266 185)	(10 150 422)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	2 500 000 ) (	5 314 658 ) (	2 265 617)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	420 146	1 504 128	(206 094)
Réserves financières et fonds réservés	22	(840 000)	(1 957 273)	(1 713 850)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(1 080)	(1 035)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(2 919 854)	(5 768 883)	(4 186 596)
	26	(2 406 175)	(1 695 886)	(1 419 234)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 879 682	6 547 609

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	14 193 816	(7 456 021)	6 959 281
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	530 350)	(715 123)	(527 683)
Sécurité publique	3 (	374 000)	(493 352)	(1 166 585)
Transport	4 (	7 698 309)	(18 008 592)	(11 525 336)
Hygiène du milieu	5 (	15 795 695)	(9 782 096)	(5 109 144)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	9 494 960)	(6 990)	(2 062 473)
Loisirs et culture	8 (	4 069 302)	(4 397 039)	(7 296 291)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	37 962 616)	(33 389 212)	(27 687 512)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	) (	175 922)	(175 922)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	17 895 097	28 524 640	16 426 598
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	2 500 000	5 314 658	2 265 617
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		194 867	
Réserves financières et fonds réservés	17	3 373 703	5 963 126	3 008 192
	18	5 873 703	11 472 651	5 273 809
	19	(14 193 816)	6 432 157	(6 163 027)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(1 023 864)	796 254

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	19 347 083	18 848 537	18 175 231
Charges sociales	2	4 923 877	4 819 611	4 383 602
Biens et services	3	40 740 173	39 435 363	35 228 967
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	2 065 016	2 704 334	3 262 974
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 083 512	498 924	
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 074 505	49 518	245 293
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 935 335	1 935 335	1 833 691
Autres	10	3 499 188	11 317 518	8 293 063
Autres organismes	11			
Amortissement des immobilisations	12	11 861 483	14 486 047	12 698 273
Autres				
- Autres	13	1 493 507	394 056	
- Mauvaises créances	14		11 415	168 380
-	15			
	16	88 023 679	94 500 658	84 289 474

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	72 392 209	74 125 856	70 016 544
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 664 761	3 589 804	3 611 723
Quotes-parts	3			
Transferts	4	21 294 348	465 953	12 284 258
Services rendus	5	3 101 202	3 517 521	3 268 186
Imposition de droits	6	1 970 150	4 339 344	4 626 725
Amendes et pénalités	7	1 600 000	1 983 076	1 651 775
Intérêts	8	351 000	455 183	604 205
Autres revenus	9	250 000	3 143 468	3 152 182
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	104 623 670	91 620 205	99 215 598
Charges				
Administration générale	12	10 361 132	10 392 405	9 422 520
Sécurité publique	13	15 848 849	15 705 283	15 047 382
Transport	14	18 436 631	19 146 859	17 851 038
Hygiène du milieu	15	19 974 154	21 133 282	18 874 032
Santé et bien-être	16	215 000	245 505	236 280
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 716 591	6 853 870	4 008 545
Loisirs et culture	18	15 248 289	17 770 678	15 341 410
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	4 223 033	3 252 776	3 508 267
	21	88 023 679	94 500 658	84 289 474
Excédent (déficit) de l'exercice	22	16 599 991	(2 880 453)	14 926 124
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		286 189 091	273 394 062
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(2 131 095)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		286 189 091	271 262 967
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		283 308 638	286 189 091

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 599 991	(2 880 453)	14 926 124
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	37 962 616 ) (	33 389 212 ) (	27 687 512)
Produit de cession	3	250 000	260 003	31 617
Amortissement	4	11 861 483	14 486 047	12 698 273
(Gain) perte sur cession	5	(250 000)	889 479	(31 617)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(26 101 133)	(17 753 683)	(14 989 239)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		238 292	166 052
Variation des stocks de fournitures	9		(20 912)	(154 024)
Variation des autres actifs non financiers	10		543 516	(141 214)
	11		760 896	(129 186)
	12	(9 501 142)	(19 873 240)	(192 301)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(9 501 142)	(19 873 240)	(192 301)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(74 297 266)	(71 677 320)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(2 427 645)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(74 297 266)	(74 104 965)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(94 170 506)	(74 297 266)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 180 887	
Placements temporaires		
Débiteurs (note 5)	23 516 343	41 095 130
Prêts (note 6)		
Placements à long terme (note 7)	428 904	718 343
Participations dans des entreprises municipales		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	5 490 090	5 314 477
Autres actifs financiers (note 9)		
	30 616 224	47 127 950
PASSIFS		
Découvert bancaire		7 968 833
Emprunts temporaires (note 10)	10 449 425	3 692 864
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 079 416	11 317 362
Revenus reportés (note 12)	1 168 283	1 155 807
Dette à long terme (note 13)	101 089 606	97 290 350
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
	124 786 730	121 425 216
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	(94 170 506)	(74 297 266)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	370 232 789	352 479 106
Propriétés destinées à la revente (note 16)	5 330 608	5 568 900
Stocks de fournitures	1 357 880	1 336 968
Autres actifs non financiers (note 17)	557 867	1 101 383
	377 479 144	360 486 357
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	283 308 638	286 189 091

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 880 453)	14 926 124
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	14 486 047	12 698 273
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	889 479	(31 617)
- Provision pour moins-value	4	308 948	53 459
	5	12 804 021	27 646 239
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	17 578 787	(355 350)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	762 054	1 104 247
Revenus reportés	9	12 476	(1 029 916)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(175 613)	(215 202)
Propriétés destinées à la revente	11	238 292	166 052
Stocks de fournitures	12	(20 912)	(154 024)
Autres actifs non financiers	13	543 516	(141 214)
	14	31 742 621	27 020 832
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(33 389 212)	(27 687 512)
Produit de cession	16	260 003	31 617
	17	(33 129 209)	(27 655 895)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(175 922)	(175 922)
Remboursement ou cession	19	156 413	
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(19 509)	(175 922)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	25 555 320	17 076 249
Remboursement de la dette à long terme	24	(21 509 153)	(11 173 924)
Variation nette des emprunts temporaires	25	6 756 561	(6 548 399)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(246 911)	
Autres			
-	27		
-	28		
	29	10 555 817	(646 074)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	9 149 720	(1 457 059)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	(7 968 833)	(6 511 774)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice			
	32	1 180 887	(7 968 833)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2, et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements à long terme à titre d'investissement sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5 à 10 %

Bâtiments : de 2,5 à 10 %

Véhicules : de 3,33 % à 10 %

Ameublement et équipement de bureau : de 6,67 à 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers : de 5 à 20 %

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, le cas échéant.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode de la valeur lissée des actifs sur une période de cinq ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges comptabilisées au cours de l'exercice ou antérieurement, qui font l'objet d'une taxation différée. Ce poste est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Mesure transitoire relative au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes;
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour les dettes à long terme : au fur et à mesure du remboursement en capital de ces dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables

Paievements de transfert

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des paiements de transfert, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le 1er janvier 2013, la Ville a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », traitant de la comptabilisation des paiements de transfert. Le chapitre SP 3410 exige que les transferts soient comptabilisés comme charges et revenus, selon le cas, lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le bénéficiaire.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

L'adoption de ces nouvelles recommandations a eu les incidences suivantes sur les résultats et la situation financière de la Ville au 31 décembre 2013 et pour l'exercice terminé à cette date :

	Augmentation (diminution)
États des résultats	
Transferts	(11 716 171) \$
Excédent (déficit) de l'exercice	(11 716 171) \$
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	
Excédent (déficit) de l'exercice	(11 716 171) \$
Moins : Revenus d'investissement	12 193 457 \$
Remboursement de la dette à long terme	(647 779) \$
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	(170 493) \$
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	
Revenus d'investissement	(12 193 457) \$
Financement à long terme des activités d'investissement	11 274 230 \$
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	(919 227) \$
Situation financière	
Actifs financiers nets (dette nette)	
Débiteurs	(11 716 171) \$
Excédent (déficit) cumulé	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	(170 493) \$
Financement des investissements en cours	(919 227) \$
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	(10 626 451) \$

Recettes fiscales

Le CCSP a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des recettes fiscales, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ainsi, le 1er janvier 2013, la Ville a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3510, « Recettes fiscales », traitant de la comptabilisation des recettes fiscales. Le chapitre SP 3510 exige que les recettes fiscales soient comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles répondent à la définition d'un actif, qu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats et la situation financière de la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	5 171 150	5 496 215
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	12 667 826	27 118 466
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	836 116	2 178 286
Organismes municipaux	8	217 572	499 018
Autres			
- Facturations diverses	9	3 047 231	4 131 848
- Cour municipale	10	1 576 448	1 671 297
	11	23 516 343	41 095 130
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 849 618	13 567 304
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 849 618	13 567 304
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	724 440	663 025
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	428 904	718 343
Autres placements	23		
	24	428 904	718 343
Note			
Les placements à long terme aux fins d'investissement sont composés de fonds de garantie en assurance à l'UMQ.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	5 490 090	5 314 477
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>5 490 090</u>	<u>5 314 477</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 627 338	1 277 607
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	88 729	90 795
	33	<u>1 716 067</u>	<u>1 368 402</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires			
Un emprunt temporaire autorisé de 15 000 000 \$ porte intérêt au taux préférentiel et est renouvelable annuellement. Cet emprunt est utilisé pour les opérations courantes de la Ville.			
Vingt emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 33 032 984 \$, portent intérêt au taux préférentiel et sont renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets spécifiques entrepris par la Ville.			

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	6 883 924	6 762 291
Salaires et avantages sociaux	38	1 470 360	1 414 926
Dépôts et retenues de garantie	39	2 319 735	2 161 418
Provision pour contestations d'évaluation	40		70 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	637 249	
Autres			
- Int. courus dette long terme	42	314 132	359 935
- Autres courus et passifs	43	454 016	548 792
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>12 079 416</u>	<u>11 317 362</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	623 859	651 916
Transferts	49	74 426	372 829
Autres			
- Revenus reportés autres	50	252 240	131 062
- Dépôts sur vente de terrains	51	217 758	
	52	1 168 283	1 155 807

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013					2012	
13. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	9,63	2014	2023	53	98 687 897	93 695 234
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	2 295 639	2 828 974
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60	352 981	766 142
					61	101 336 517	97 290 350
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(246 911)	()
					63	101 089 606	97 290 350

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2013</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2014	64	72	17 207 312	80	89	484 955	97	17 692 267
2015	65	73	15 126 343	81	90	406 580	98	15 532 923
2016	66	74	16 270 377	82	91	366 206	99	16 636 583
2017	67	75	15 921 414	83	92	337 707	100	16 259 121
2018	68	76	13 128 454	84	93	255 190	101	13 383 644
2019 et +	69	77	21 033 997	85	94	797 982	102	21 831 979
	70	78	98 687 897	86	95	2 648 620	103	101 336 517
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	98 687 897	88	96	2 648 620	105	101 336 517

Note

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106 (82 454 335)	(74 297 266)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (11 716 171)	
Autres	108	
	109 (94 170 506)	(74 297 266)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	53 829 140	138	2 881 015	165	(3 603 375)	192	60 313 530
Eaux usées	111	145 227 143	139	4 161 972	166	(6 039 563)	193	155 428 678
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	166 600 160	140	11 133 769	167	(16 049 043)	194	193 782 972
Autres	113	16 182 525	141	6 303 145	168	(6 390 955)	195	28 876 625
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	78 326 014	143	8 473 299	170	(1 245 621)	197	88 044 934
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	11 979 871	145	610 415	172	232 364	199	12 357 922
Ameublement et équipement de bureau	118	4 486 589	146	758 349	173	(1 437 247)	200	6 682 185
Machinerie, outillage et équipement divers	119	6 719 209	147	1 252 855	174		201	7 972 064
Terrains	120	3 289 788	148	98 129	175	(2 399 178)	202	5 787 095
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>486 640 439</u>	150	<u>35 672 948</u>	177	<u>(36 932 618)</u>	204	<u>559 246 005</u>
Immobilisations en cours	123	<u>51 444 493</u>	151	<u>(2 283 736)</u>	178	<u>39 307 875</u>	205	<u>9 852 882</u>
	124	<u>538 084 932</u>	152	<u>33 389 212</u>	179	<u>2 375 257</u>	206	<u>569 098 887</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	24 953 888	153	1 407 908	180		207	26 361 796
Eaux usées	126	57 770 521	154	3 725 992	181		208	61 496 513
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	71 418 238	155	4 675 816	182		209	76 094 054
Autres	128	2 958 347	156	1 051 706	183		210	4 010 053
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	16 912 843	158	2 180 888	185	993 411	212	18 100 320
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	4 440 161	160	688 886	187	232 364	214	4 896 683
Ameublement et équipement de bureau	133	3 502 328	161	371 351	188		215	3 873 679
Machinerie, outillage et équipement divers	134	3 649 500	162	383 500	189		216	4 033 000
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>185 605 826</u>	164	<u>14 486 047</u>	191	<u>1 225 775</u>	218	<u>198 866 098</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>352 479 106</u>					219	<u>370 232 789</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	2 185 470	2 189 020
Immeubles industriels municipaux	231	2 842 749	3 077 491
Autres	232	302 389	302 389
	233	5 330 608	5 568 900
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	5 330 608	5 568 900

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	468 183	139 587
Frais reportés			
- Dépôt MRC contrat déchet-récup	237	10 931	140 304
- Autres frais reportés	238	78 753	821 492
	239	557 867	1 101 383

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats à long terme avec différents organismes ou différentes sociétés échéant à différentes dates jusqu'en 2027, à verser une somme totale de 47 790 461 \$.

Office municipal d'habitation

L'Office municipal d'habitation de Drummondville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville a cautionné des emprunts pour les organismes suivants :

Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond)inc.	3 360 000 \$
Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond)inc.	439 563 \$
Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond)inc.	1 000 000 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.(1)	278 080 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.	40 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Centre communautaire Pierre-Lemaire (1)	666 519 \$
Centre communautaire Saint-Charles (1)	730 462 \$
La société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville	150 000 \$
Parc Aventure Drummond inc.	95 160 \$
Les loisirs St-Joseph de Drummondville inc.(1)	617 497 \$
Club de voile Drummondville inc.	5 328 \$
Commerce Drummond	534 354 \$
Commerce Drummond	146 061 \$
Corporation de la Maison des Arts Desjardins-Drummondville inc.	548 820 \$
Mondial des Cultures de Drummondville	200 000 \$

(1) La Ville verse des subventions à ces organismes afin que ces derniers puissent rembourser leurs emprunts.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Drummond. Au 31 décembre 2013, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 156 240 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Un citoyen et quatre autres parties ont conjointement engagé une poursuite de 319 000 \$ contre la Ville en ce qui a trait à une prétendue erreur des pompiers de la Ville. De l'avis de la direction et de ses conseillers juridiques, cette poursuite est sans fondement. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

Dans ce même dossier, l'assureur du citoyen a également engagé une poursuite de 309 000 \$ contre la Ville pour les mêmes raisons. De l'avis de la direction et de ses conseillers juridiques, cette poursuite est également sans fondement. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

Diverses autres réclamations et poursuites judiciaires estimées à 200 000 \$ par la direction ont été entreprises contre la Ville de Drummondville. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 14 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 4 852 470	7 472 788
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 12 951 858	12 914 844
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (741 839 ) (	( 1 406)
Financement des investissements en cours	4 (10 506 164)	(9 240 438)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 276 752 313	275 043 303
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 283 308 638	286 189 091
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Secteur ancien Dr'Ville	8 843 228	150 047
- Secteur St-Nicéphore	9 41 630	267 485
- Secteur St-Charles	10 44 679	26 613
- Secteur St-Joachim	11 (3 330)	(3 330)
- Actif avant.sociaux futurs	12 5 490 090	5 314 477
- Jeux du Québec 2015	13 840 000	1 200 000
- 200e de la Ville	14 1 500 000	
-	15	
-	16	
	17 8 756 297	6 955 292
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 2 315 862	4 732 569
Fonds parcs et terrains de jeux	29 481 726	434 736
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 575 100	489 416
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 87 581	189 021
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 355 672	113 810
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Redevances enfouissement	34 132 709	
- Frais reportés liés à la dette	35 246 911	
-	36	
-	37	
	38 4 195 561	5 959 552
	39 12 951 858	12 914 844

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (324) ()	(1 406)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (324) ()	(1 406)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (741 515) ()	()
	52 (741 839) ()	(1 406)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 2 820 205	649 153
Investissements à financer	54 (13 326 369) ()	(9 889 591)
	55 (10 506 164)	(9 240 438)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 370 232 789	352 479 106
Propriétés destinées à la revente	57 5 330 608	5 568 900
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59 428 904	718 343
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 375 992 301	358 766 349
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 101 089 606	97 290 350
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 246 911	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (1 849 618) ()	(13 567 304)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (246 911) ()	()
	66 99 239 988	83 723 046
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 99 239 988	83 723 046
	69 276 752 313	275 043 303

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>1</u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Drummondville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2010. Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est en préparation et sera déposée à l'automne 2014.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 5 314 477	5 099 275
Charge de l'exercice	5 (1 627 338)	(1 277 607)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 802 951	1 492 809
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>5 490 090</u>	<u>5 314 477</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 98 344 000	90 329 730
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>88 930 000</u>)	(<u>82 658 018</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 9 414 000	7 671 712
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>5 490 090</u>	<u>5 314 477</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 14 904 090	12 986 189
Provision pour moins-value	13 (9 414 000)	(7 671 712)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>5 490 090</u>	<u>5 314 477</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 3 266 455	3 602 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 3 266 455	3 602 000
Cotisations salariales des employés	22 (1 539 728)	(2 038 745)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u>95 551</u>)	(<u>72 952</u>)
	24 1 631 176	1 490 303
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 480 500	434 120
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 (1 742 288)	2 681 871
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 1 742 288	(2 681 871)
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 111 676</u>	<u>1 924 423</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 5 132 871	4 885 018
Rendement espéré des actifs	34 (5 617 209)	(5 531 834)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 (484 338)	(646 816)
Charge de l'exercice	36 <u>1 627 338</u>	<u>1 277 607</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 8 923 040	2 200 641
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (5 617 209)	(5 531 834)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 3 305 831	(3 331 193)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (2 219 656)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 4 347 000	4 365 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 108 338 178	90 304 850
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,70 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S.O.

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u>_____</u>	<u>_____</u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	
	<u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	21 943	22 652
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	73 950	76 336
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	14 779	14 459
	88 729	90 795

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	101 336 517
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	13 326 369
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	1 354 442
Débiteurs	8	1 849 618
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	10 637 144
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	556 976
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	100 264 706
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	100 264 706
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	156 240
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	100 420 946
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	100 420 946
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	54 849 800	56 119 679	52 312 666
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		57 675	63 484
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	54 849 800	56 177 354	52 376 150
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	4 942 500	5 060 287	5 004 939
Égout	11	4 331 500	4 279 082	4 170 805
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	5 189 100	5 251 774	5 178 502
Autres				
-Arrosage insectes	14	370 000	376 632	335 535
-Fosses septiques	15	376 000	339 505	388 263
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	350 000	312 975	312 470
Service de la dette	18	1 983 309	2 175 739	1 887 712
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		152 508	362 168
	21	17 542 409	17 948 502	17 640 394
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	17 542 409	17 948 502	17 640 394
	26	72 392 209	74 125 856	70 016 544

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	228 800	231 535	226 096
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	228 800	231 535	226 096
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	927 800	797 870	977 029
Cégeps et universités	33	272 000	227 996	279 924
Écoles primaires et secondaires	34	1 219 400	1 331 192	1 137 531
	35	2 419 200	2 357 058	2 394 484
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 648 000	2 588 593	2 620 580
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	975 700	965 926	949 689
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	975 700	965 926	949 689
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	41 061	35 285	41 454
	50	41 061	35 285	41 454
	51	3 664 761	3 589 804	3 611 723

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	(31 309)	143 238
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60	320 684	320 575
Transport adapté	61		395 318
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64	1 800	1 398
Transport par eau	65		
Autres	66		53 573
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	4 800	3 667
Réseau de distribution de l'eau potable	68	3 550	91 532
Traitement des eaux usées	69		5 387
Réseaux d'égout	70		153 981
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		669 458
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	1 300 000	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76	90 000	58 053
Protection de l'environnement	77	79 000	2 700
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83	480 669	576 188
Promotion et développement économique	84		92 851
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	276 994	614 779
Activités culturelles			200 546
Bibliothèques	87	114 500	(288 545)
Autres	88	349 644	695 980
Réseau d'électricité	89		
	90	2 990 332	3 069 586
			2 182 335

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	536 050	1 485 307
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		23 013
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	296 987	339 705
Réseau de distribution de l'eau potable	107	2 382 592	554 673
Traitement des eaux usées	108	35 397	24 256
Réseaux d'égout	109	1 146 818	235 777
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121	2 758 000	
Rénovation urbaine	122		494 939
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	(5 233 235)	94 784
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127	(6 957 927)	918 728
Réseau d'électricité	128		
	129	14 193 816	(7 793 318)
			4 171 182

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	209 900	209 952	64 271
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			5 638
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	3 900 300	4 120 499	2 876 131
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137		859 234	2 984 701
	138	4 110 200	5 189 685	5 930 741
TOTAL DES TRANSFERTS	139	21 294 348	465 953	12 284 258

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	35 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	156	43 495	34 483
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	35 000	43 495
			34 483
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	190 725	190 912
Activités culturelles			186 984
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	190 725	190 912
			186 984
Réseau d'électricité			
	180		
	181	225 725	234 407
			221 467

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	325 927	391 865	418 891
Sécurité publique	183	413 000	411 961	405 216
Transport				
Réseau routier	184	74 500		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	436 600	575 006	508 703
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		81 868	97 987
Hygiène du milieu	190	30 600	42 542	39 546
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	90 700	122 181	112 896
Loisirs et culture	193	1 504 150	1 657 691	1 463 480
Réseau d'électricité	194			
	195	2 875 477	3 283 114	3 046 719
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	3 101 202	3 517 521	3 268 186
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	370 150	879 729	768 229
Droits de mutation immobilière	198	1 600 000	3 003 364	3 478 171
Droits sur les carrières et sablières	199		323 542	380 325
Autres	200		132 709	
	201	1 970 150	4 339 344	4 626 725
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 600 000	1 983 076	1 651 775
INTÉRÊTS	203	351 000	455 183	604 205
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	250 000	(889 479)	31 617
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		648 034	337 273
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210		3 384 913	2 783 292
	211	250 000	3 143 468	3 152 182

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 066 369	960 713	51 914	1 012 627	1 092 470
Application de la loi	2	664 869	593 077	32 048	625 125	664 082
Gestion financière et administrative	3	3 508 724	3 584 741	193 709	3 778 450	3 386 118
Greffe	4	925 914	1 032 737	55 806	1 088 543	566 351
Évaluation	5	1 206 100	1 250 304	67 563	1 317 867	1 253 201
Gestion du personnel	6	681 921	739 242	39 947	779 189	693 363
Autres	7	1 919 856	1 790 604		1 790 604	1 766 935
	8	9 973 753	9 951 418	440 987	10 392 405	9 422 520
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	9 488 650	9 531 077	59 511	9 590 588	9 218 120
Sécurité incendie	10	4 874 624	4 591 516	417 961	5 009 477	4 827 815
Sécurité civile	11	307 754	287 323	2 345	289 668	253 208
Autres	12	748 817	815 550		815 550	748 239
	13	15 419 845	15 225 466	479 817	15 705 283	15 047 382
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 040 135	4 030 798	2 014 290	6 045 088	5 939 563
Enlèvement de la neige	15	5 023 896	5 195 556	2 596 350	7 791 906	6 883 628
Éclairage des rues	16	768 582	825 080	412 313	1 237 393	1 096 190
Circulation et stationnement	17	920 105	897 038	448 272	1 345 310	1 290 414
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 936 227	1 887 905	83 847	1 971 752	1 925 630
Transport aérien	19	240 000	262 739		262 739	342 302
Transport par eau	20					
Autres	21	526 565	492 671		492 671	373 311
	22	13 455 510	13 591 787	5 555 072	19 146 859	17 851 038

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 234 888	2 522 587	358 254	2 880 841	2 961 255	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 667 037	1 625 837	1 094 987	2 720 824	2 470 238	
Traitement des eaux usées	25	1 143 388	2 637 976	2 052 819	4 690 795	3 012 819	
Réseaux d'égout	26	2 757 156	2 486 575	1 692 667	4 179 242	4 164 596	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	978 900	774 043		774 043	800 328	
Élimination	28	1 298 000	1 752 143		1 752 143	1 722 576	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	804 387	768 303		768 303	781 283	
Tri et conditionnement	30	235 000	213 663		213 663	201 977	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	710 000	691 413		691 413	633 806	
Traitement	32	350 000	356 036		356 036	311 618	
Matériaux secs	33	569 730	28 053		28 053	27 117	
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	15 500	30 611		30 611	12 197	
Protection de l'environnement	38	482 426	399 702	6 644	406 346	413 311	
Autres	39	781 197	1 640 969		1 640 969	1 360 911	
	40	15 027 609	15 927 911	5 205 371	21 133 282	18 874 032	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	215 000	245 505		245 505	236 280	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	215 000	245 505		245 505	236 280	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 544 395	1 599 657	230 085	1 829 742	1 764 235	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	558 250	988 812	329 175	1 317 987	796 736	
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 186 712	3 457 446	10 403	3 467 849	1 281 522	
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	78 094	238 292		238 292	166 052	
	52	3 367 451	6 284 207	569 663	6 853 870	4 008 545	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	3 183 993	3 475 549	461 819	3 937 368	3 510 606
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 466 283	2 187 850	290 714	2 478 564	2 384 186
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 255 319	1 225 273	162 810	1 388 083	1 330 357
Parcs et terrains de jeux	56	2 692 464	2 617 427	347 795	2 965 222	2 549 294
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	803 322	1 117 601	148 503	1 266 104	717 872
Autres	59	423 473	659 005		659 005	585 707
	60	10 824 854	11 282 705	1 411 641	12 694 346	11 078 022
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 566 804	1 497 784	754 556	2 252 340	2 062 184
Bibliothèques	62	1 580 403	1 599 019	68 940	1 667 959	1 601 811
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	238 012	234 811		234 811	195 287
Autres	65	269 922	921 222		921 222	404 106
	66	3 655 141	4 252 836	823 496	5 076 332	4 263 388
	67	14 479 995	15 535 541	2 235 137	17 770 678	15 341 410
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	3 148 528	3 092 845		3 092 845	3 262 974
Autres frais	70		110 413		110 413	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	1 074 505	49 518		49 518	245 293
	73	4 223 033	3 252 776		3 252 776	3 508 267
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	11 861 483	14 486 047	(14 486 047)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Drummondville

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Ville de Drummondville (ci-après la « Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A108652

Sherbrooke

DATE 2014-05-23

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		74 253 140
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	197 284	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	(70 000)	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/> 127 284
Revenus de taxes	11		<hr/> 74 125 856

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		74 125 856
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		(70 000)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		<u>197 284</u>
Total partiel	4		<u>74 253 140</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 443 776	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	312 975	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>11 756 751</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		<u>62 496 389</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>5 493 614 020</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>5 504 042 420</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>5 498 828 220</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>62 496 389</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>5 498 828 220</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 1 | 3 | 6 | 5 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	15 600 433	4 451 583	1 864 451
Usines de traitement de l'eau potable	2	514 110	311 004	339 705
Usines et bassins d'épuration	3		35 397	24 256
Conduites d'égout	4	3 219 833	4 882 649	2 578 620
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	12 164 834	12 980 228	9 492 113
Ponts, tunnels et viaducs	7			51 873
Systèmes d'éclairage des rues	8	125 000	548 707	916 002
Aires de stationnement	9	366 500	52 006	86 969
Parcs et terrains de jeux	10	2 026 605	3 159 716	3 368 970
Autres infrastructures	11	119 820	2 719 620	2 013 023
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	839 000	715 483	426 291
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 349 000	755 185	1 426 204
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	609 138	813 092	1 516 193
Ameublement et équipement de bureau	18	466 310	650 023	347 523
Machinerie, outillage et équipement divers	19	562 033	719 698	819 050
Terrains	20		594 821	2 402 797
Autres	21			13 472
	22	37 962 616	33 389 212	27 687 512

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		4 451 583	1 864 451
Usines de traitement de l'eau potable	24		311 004	339 705
Usines et bassins d'épuration	25		35 397	24 256
Conduites d'égout	26		4 882 649	2 578 620
Autres infrastructures	27		19 460 277	15 928 950
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		4 248 302	6 951 530
	34		33 389 212	27 687 512

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	93 695 234	17 497 320	12 504 657	98 687 897
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	2 828 974		533 335	2 295 639
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	766 142		413 161	352 981
	7	97 290 350	17 497 320	13 451 153	101 336 517
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	176 660	530 814	420 146	287 328
Réserves financières et fonds réservés	10	954 749	312 384	200 019	1 067 114
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	11 652 583	1 708 711	1 635 297	11 725 997
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	70 939 054	14 945 411	10 115 149	75 769 316
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	83 723 046	17 497 320	12 370 611	88 849 755
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	13 567 304	(11 274 230)	443 456	1 849 618
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	13 567 304	(11 274 230)	443 456	1 849 618
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	13 567 304	(11 274 230)	443 456	1 849 618
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22		11 274 230	637 086	10 637 144
Autres	23				
	24				
	25	13 567 304		1 080 542	12 486 762
	26	97 290 350	17 497 320	13 451 153	101 336 517
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	97 290 350	17 497 320	13 451 153	101 336 517

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	587 658	587 658	516 987
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	21 732	21 732	
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	518 138	518 138	555 463
Cours d'eau	13	4 152	4 152	4 188
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	563 115	563 115	549 380
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	105 270	105 270	72 403
Activités culturelles	23	135 270	135 270	135 270
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 935 335	1 935 335	1 833 691

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	83,00	32,50	6 152 848	1 582 123	7 734 971
Professionnels	2					
Cols blancs	3	117,00	32,50	4 264 572	1 093 689	5 358 261
Cols bleus	4	123,00	40,00	5 705 292	1 463 175	7 168 467
Policiers	5					
Pompiers	6	57,00	42,00	2 210 552	566 916	2 777 468
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	380,00		18 333 264	4 705 903	23 039 167
Élus	9	13,00		594 385	134 073	728 458
	10	393,00		18 927 649	4 839 976	23 767 625

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	320 575			320 575
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	3 667		296 987	300 654
Réseau de distribution de l'eau potable	13	64 541	49 880	2 332 712	2 447 133
Traitement des eaux usées	14			35 397	35 397
Réseaux d'égout	15	153 981	126 345	1 020 473	1 300 799
Autres	16	7 716 507	(12 073 561)	418 449	(3 938 605)
	17	8 259 271	(11 897 336)	4 104 018	465 953

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	593 077	27	32 048	53	625 125	79	105		625 125	131
Évaluation	2	1 250 304	28	67 563	54	1 317 867	80	106		1 317 867	132
Autres	3	8 108 037	29	341 376	55	8 449 413	81	107	391 865	8 057 548	133
	4	9 951 418	30	440 987	56	10 392 405	82	108	391 865	10 000 540	134
Sécurité publique											
Police	5	9 531 077	31	59 511	57	9 590 588	83	109	309 940	9 280 648	135
Sécurité incendie	6	4 591 516	32	417 961	58	5 009 477	84	110	102 021	4 907 456	136
Sécurité civile	7	287 323	33	2 345	59	289 668	85	111		289 668	137
Autres	8	815 550	34		60	815 550	86	112		815 550	138
	9	15 225 466	35	479 817	61	15 705 283	87	113	411 961	15 293 322	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	4 030 798	36	2 014 290	62	6 045 088	88	114	81 868	5 963 220	140
Enlèvement de la neige	11	5 195 556	37	2 596 350	63	7 791 906	89	115		7 791 906	141
Autres	12	1 722 118	38	860 585	64	2 582 703	90	116		2 582 703	142
Transport collectif	13	2 150 644	39	83 847	65	2 234 491	91	117	575 006	1 659 485	143
Autres	14	492 671	40		66	492 671	92	118		492 671	144
	15	13 591 787	41	5 555 072	67	19 146 859	93	119	656 874	18 489 985	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 522 587	42	358 254	68	2 880 841	94	120	57 065	2 823 776	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 625 837	43	1 094 987	69	2 720 824	95	121	10 108	2 710 716	147
Traitement des eaux usées	18	2 637 976	44	2 052 819	70	4 690 795	96	122	4 430	4 686 365	148
Réseaux d'égout	19	2 486 575	45	1 692 667	71	4 179 242	97	123	14 434	4 164 808	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	2 526 186	46		72	2 526 186	98	124		2 526 186	150
Matières recyclables	21	2 057 468	47		73	2 057 468	99	125		2 057 468	151
Autres	22		48		74		100	126			152
Cours d'eau	23	30 611	49		75	30 611	101	127		30 611	153
Protection de l'environnement	24	399 702	50	6 644	76	406 346	102	128		406 346	154
Autres	25	1 640 969	51		77	1 640 969	103	129		1 640 969	155
	26	15 927 911	52	5 205 371	78	21 133 282	104	130	86 037	21 047 245	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	245 505	172	187	245 505	202	217	245 505	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159		174	189		204	219		234			
	160	245 505	175	190	245 505	205	220	245 505	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 599 657	176	230 085	1 829 742	206	122 181	221	1 707 561	236		
Rénovation urbaine	162	988 812	177	329 175	1 317 987	207		222	1 317 987	237	150 801	
Promotion et développement économique	163	3 457 446	178	10 403	3 467 849	208		223	3 467 849	238		
Autres	164	238 292	179		238 292	209		224	238 292	239		
	165	6 284 207	180	569 663	6 853 870	210	122 181	225	6 731 689	240	150 801	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	11 282 705	181	1 411 641	12 694 346	211	1 448 530	226	11 245 816	241	678 560	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 599 019	182	68 940	1 667 959	212	102 100	227	1 565 859	242	1 112	
Autres	168	2 653 817	183	754 556	3 408 373	213	297 973	228	3 110 400	243	521 116	
	169	15 535 541	184	2 235 137	17 770 678	214	1 848 603	229	15 922 075	244	1 200 788	
Réseau d'électricité	170		185	200		215		230		245		
	171	76 761 835	186	14 486 047	91 247 882	216	3 517 521	231	87 730 361	246	3 252 776	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	79 112	75 050
Charges sociales	2	20 365	18 610
Biens et services	3	33 071 670	26 243 426
Frais de financement	4	260 050	330 546
Autres	5	(41 985)	1 019 880
	6	33 389 212	27 687 512

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	7 472 788	4 552 824
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(427 645)
Solde redressé au début de l'exercice	3	7 472 788	4 125 179
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 879 682	6 547 609
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 500 000)	(1 200 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	(2 000 000)	(2 000 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(2 620 318)	3 347 609
Solde à la fin de l'exercice	12	4 852 470	7 472 788
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	6 955 292	7 549 198
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		(2 000 000)
Solde redressé au début de l'exercice	15	6 955 292	5 549 198
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 504 128)	206 094
Activités d'investissement	17	(194 867)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 500 000	1 200 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	1 801 005	1 406 094
Solde à la fin de l'exercice	22	8 756 297	6 955 292
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	5 959 552	5 219 118
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	5 959 552	5 219 118
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 957 273	1 713 850
Activités d'investissement	27	(5 963 126)	(3 008 192)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	2 000 000	2 000 000
Financement des investissements en cours	29	241 862	34 776
	30	(1 763 991)	740 434
Solde à la fin de l'exercice	31	4 195 561	5 959 552

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(1 406)	(2 441)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(1 406)	(2 441)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(741 515)	()
	43	(741 515)	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	1 082	1 035
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	1 082	1 035
Solde à la fin de l'exercice	47	(741 839)	(1 406)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(9 240 438)	(10 001 916)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(9 240 438)	(10 001 916)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(1 023 864)	796 254
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(241 862)	(34 776)
	55	(1 265 726)	761 478
Solde à la fin de l'exercice	56	(10 506 164)	(9 240 438)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	275 043 303	266 077 279
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		296 550
Solde redressé au début de l'exercice	59	275 043 303	266 373 829
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	1 709 010	8 669 474
Solde à la fin de l'exercice	63	276 752 313	275 043 303

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>12 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>4432</u> 2	2 000 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>14 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>14 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	113 810 9	10	11	241 862 12	13	14	355 672
	15	113 810 16	17	18	241 862 19	20	21	355 672

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □□□□□ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □□□□□ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	1 2 0 , 0 0 \$
Égout	2	1 0 0 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 0 6 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe d'eau	125,0000	4	par commerce
Taxe d'eau au compteur	,3000	7	par mètre cube
Taxe d'égout	100,0000	4	par commerce
Taxe d'égout au compteur	,2200	7	par mètre cube
Tarification mouches noires(insectes)	13,0000	4	1 unité de logement
Tarification mouches noires(insectes)	9,0000	4	2 à 6 unités logements
Tarification mouches noires(insectes)	6,0000	4	7 unités de logements +
Tarification vidange fosses septiques	100,0000	4	résidentiel
Tarification vidange fosses septiques	50,0000	4	chalet
Taxe foncière Drummondville	,8000	1	
Taxe foncière St-Nicéphore	,8000	1	
Taxe foncière St-Charles	,8100	1	
Taxe foncière St-Joachim	,8000	1	
Taxe foncière non-résidentielle Drummond	1,7200	1	
Taxe foncière non-résidentielle St-Nicé	1,7200	1	
Taxe foncière non-résidentielle St-Char	1,7300	1	
Taxe foncière non-résidentielle St-Joach	1,7200	1	
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	106,0000	4	1 à 6 unités logements
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	96,0000	4	7 unités de logements +
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	53,0000	4	chalet
Matières putrescibles	39,0000	4	1 unité de logement

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	197 284	\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	297 498	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 415, rue Lindsay, C.P.398
(no) (rue)
Drummondville J2B 6W3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 478-6566
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 478-3164
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresor@ville.drummondville.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M. Benoit Carignan, CPA, CGA

Téléphone (819) 478-6559
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 478-3164
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bcarignan@ville.drummondville.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 455, rue King Ouest, bureau 500
(no) (rue)
Sherbrooke J1H 6G4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 822-4000
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 821-3640
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bergeron.francine@rcgt.com

Responsable du dossier Mme Francine Bergeron, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , M. Benoit Carignan, CPA, CGA , atteste que le rapport financier de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-03 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Drummondville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Drummondville détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (2 880 453) \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,1365 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-05-23 14:57:20

Date de transmission au Ministère : 2014/06/04

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Drummondville

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	90 429 854	99 076 226	92 256 317
Investissement	2	14 193 816	(7 456 021)	6 959 281
	3	104 623 670	91 620 205	99 215 598
Charges				
	4	88 023 679	94 500 658	84 289 474
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	16 599 991	(2 880 453)	14 926 124
Moins : revenus d'investissement	6	(14 193 816)	((7 456 021))	(6 959 281)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	2 406 175	4 575 568	7 966 843
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	11 861 483	14 486 047	12 698 273
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		741 515	
Remboursement de la dette à long terme	10	(11 347 804)	(13 007 700)	(10 150 422)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(2 500 000)	(5 314 658)	(2 265 617)
Excédent (déficit) accumulé	12	(419 854)	(454 225)	(1 920 979)
Autres éléments de conciliation	13		1 853 135	219 511
	14	(2 406 175)	(1 695 886)	(1 419 234)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		2 879 682	6 547 609

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	23 516 343	41 095 130
Autres	2	7 099 881	6 032 820
	3	30 616 224	47 127 950
Passifs			
Dette à long terme	4	101 089 606	97 290 350
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	23 697 124	24 134 866
	7	124 786 730	121 425 216
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(94 170 506)	(74 297 266)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	370 232 789	352 479 106
Autres	10	7 246 355	8 007 251
	11	377 479 144	360 486 357
Excédent (déficit) accumulé	12	283 308 638	286 189 091

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	4 852 470	7 472 788
Excédent de fonctionnement affecté			
- Secteur ancien Dr'Ville	14	843 228	150 047
- Secteur St-Nicéphore	15	41 630	267 485
- Secteur St-Charles	16	44 679	26 613
- Secteur St-Joachim	17	(3 330)	(3 330)
- Actif avant sociaux futurs	18	5 490 090	5 314 477
- Jeux du Québec 2015	19	840 000	1 200 000
- 200e de la Ville	20	1 500 000	
-	21		
-	22		
	23	8 756 297	6 955 292
Réserves financières			
Fonds réservés	24		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	4 195 561	5 959 552
Financement des investissements en cours	26	(10 506 164)	(9 240 438)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	276 752 313	275 043 303
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28		
	29		
	30	283 308 638	286 189 091

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	72 392 209	73 973 348	69 654 376
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 664 761	3 589 804	3 611 723
Quotes-parts	3			
Transferts	4	7 100 532	8 259 271	8 113 076
Services rendus	5	3 101 202	3 517 521	3 268 186
Autres	6	4 171 150	9 736 282	7 608 956
	7	90 429 854	99 076 226	92 256 317
Investissement				
Taxes	8		152 508	362 168
Quotes-parts	9			
Transferts	10	14 193 816	(7 793 318)	4 171 182
Autres	11		184 789	2 425 931
	12	14 193 816	(7 456 021)	6 959 281
	13	104 623 670	91 620 205	99 215 598

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale						
Évaluation	1	1 206 100	1 250 304	67 563	1 317 867	1 253 201
Autres	2	8 767 653	8 701 114	373 424	9 074 538	8 169 319
Sécurité publique						
Police	3	9 488 650	9 531 077	59 511	9 590 588	9 218 120
Sécurité incendie	4	4 874 624	4 591 516	417 961	5 009 477	4 827 815
Autres	5	1 056 571	1 102 873	2 345	1 105 218	1 001 447
Transport						
Réseau routier	6	10 752 718	10 948 472	5 471 225	16 419 697	15 209 795
Transport collectif	7	2 176 227	2 150 644	83 847	2 234 491	2 267 932
Autres	8	526 565	492 671		492 671	373 311
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	8 802 469	9 272 975	5 198 727	14 471 702	12 608 908
Matières résiduelles	10	4 946 017	4 583 654		4 583 654	4 478 705
Autres	11	1 279 123	2 071 282	6 644	2 077 926	1 786 419
Santé et bien-être	12	215 000	245 505		245 505	236 280
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 544 395	1 599 657	230 085	1 829 742	1 764 235
Promotion et développement économique	14	1 186 712	3 457 446	10 403	3 467 849	1 281 522
Autres	15	636 344	1 227 104	329 175	1 556 279	962 788
Loisirs et culture	16	14 479 995	15 535 541	2 235 137	17 770 678	15 341 410
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	4 223 033	3 252 776		3 252 776	3 508 267
Amortissement des immobilisations	19	11 861 483	14 486 047	(14 486 047)		
	20	88 023 679	94 500 658		94 500 658	84 289 474

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3